

# C'est officiel : l'Europe devra en faire moins

UE La Commission a présenté son programme 2015 : réguler moins mais mieux

► La Commission jette à la corbeille 80 des 400 projets législatifs en cours.  
► En 2015, elle en lancera 23, au lieu des 130 habituels.

**D**érégulation ou meilleure régulation ? La narration, au départ britannique, d'une Europe obsédée de la régulation a fait du chemin pour finir par s'installer au sommet de la Commission européenne, l'institution précisément chargée de lancer et préparer les projets de législation de l'UE. Et c'est avec sa casquette de responsable pour une « meilleure régulation » que son numéro deux, le premier vice-président Frans Timmermans, a été chargé par Jean-Claude Juncker de préparer le programme de travail de la Commission pour l'année prochaine. Un programme que les deux hommes ont présenté mardi après-midi à Strasbourg.

Cette communication était très attendue. Car en fixant son propre programme, l'exécutif européen détermine l'agenda annuel du Parlement et du Conseil des ministres, qui votent les lois européennes. Ensuite, comme c'est le premier exercice du genre pour la nouvelle Commission Juncker, le document en question est la première traduction des promesses sur lesquelles la Commission a été investie par le Parlement européen.

Frans Timmermans, un socialiste néerlandais, n'a pas caché l'intention politique de l'exercice : user du droit de la « discontinuité » que les traités accordent à la Commission, pour montrer que « la Commission change sa

façon de travailler », en accord avec l'engagement de Jean-Claude Juncker que « l'Europe soit grande dans les grands sujets, et petite sur les petits ». Et surtout, il s'agit de concentrer la Commission sur ses objectifs stratégiques, dont le plus important est la dynamisation de la croissance et la création d'emplois.

Résultat : la Commission a passé en revue les quelque 450 projets en cours légués par la précédente Commission, pour en supprimer 80. « Ce n'était pas facile », a expliqué Timmermans, qui a raconté comment après un premier examen, les Commissaires n'avaient quasiment trouvé rien à jeter, ce qui était pourtant l'objectif. Quant aux nouveaux projets, la Commission en a listé 23, là où la Commission précédente en présentait en moyenne 130 par an.

Un premier document reprenant les 80 projets abandonnés avait fuité la semaine dernière, suscitant pas mal de réactions négatives. Les Verts relevaient l'abandon des projets de texte sur la qualité de l'air et sur l'économie circulaire, les sociaux-démocrates celle sur les congés de maternité. Même le libéral Guy Verhofstadt, chef de file de son groupe, était critique : « On peut supprimer plus de 80 projets, mais il faut le faire pour des bonnes, et non des mauvaises raisons : retirer des dossiers à cause de la résistance des Etats membres, c'est une très mauvaise raison. On n'aurait jamais eu de statut de société ni de brevet européens en suivant ce principe. Autant alors abandonner le droit d'initiative de la Commission... »

Des critiques dont Juncker et

Timmermans se sont dits irrités, car portant sur un document qui n'était pas définitif. Au final, dans le plan d'action présenté mardi, le projet sur la qualité de l'air est maintenu, celui sur l'économie circulaire (développement durable) devrait être remplacé par quelque chose de « plus ambitieux », et le projet sur les congés de maternité se voit gratifier d'un sursis de six mois, à charge pour les Etats de prendre leurs responsabilités. « Nous ne faisons pas de compromis sur les objectifs, mais nous passons en revue avec un sens critique la meilleure méthode pour les atteindre », justifiait Timmermans, arguant que lorsque des textes s'enlisent, cela signifie qu'il faut revenir avec des projets plus efficaces.

Alors, dérégulation, ou meilleure régulation ? « Ce débat est entièrement idéologique », affirme Philippe Lamberts, convaincu que cette Commission est vouée à un agenda de dérégulation. « C'est du Barroso, mais plus professionnel. Avec des socialistes comme Timmermans ou Dijsselbloem (le ministre néerlandais des Finances, et président actuel de l'Eurogroupe), on n'a plus besoin de libéraux ! » Timmermans a-t-il été nommé à ce poste pour mieux faire passer cet agenda auprès des troupes sociales-démocrates ? « En tout cas, nous devons être très vigilants durant toute la législature », conclut l'eurodéputée belge socialiste Marie Arena. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## CATALOGUE

### Le bon grain et l'ivraie

« Killing list ». 80 « projets à tuer », ou au moins à fortement modifier, dont :

- Projet de règlement sur la production et l'étiquetage des produits bio. Motif : sera retiré si pas d'accord dans les six mois.

- Projet de règlement sur la création d'un registre des transporteurs de matériaux radioactifs. Motif : pas de perspective d'accord, soutien insuffisant au Conseil des ministres (les 28 gouvernements).

- Projet de directive sur la taxation de l'énergie. Motif : les négociations au Conseil ont dénaturé le projet de départ.

- Projet de directive sur les émissions. Motif : à modifier suite à l'adoption du paquet Energie-Climat 2030.

### Projets nouveaux .

- Plusieurs projets (législatifs ou non) liés à la croissance, dont le fameux « plan d'investissement Juncker »
- Plan d'action (non législatif) contre l'évasion et la fraude fiscales, dont des mesures visant à faire prévaloir le principe de la taxation sur les lieux où les profits sont réalisés.

- Paquet sur le marché unique numérique : projets législatifs et non-législatifs destinés à offrir aux consommateurs un accès transfrontalier aux services numériques et à créer un marché dynamique dans ce domaine.

- Paquet sur la mobilité du travail, comprenant des mesures contre les discriminations à l'embauche, et une révision ciblée de la directive sur le détachement des travailleurs.